

Quelle politique d'investissement pour la transition agricole de l'Afrique de l'Ouest ?

Emile N. HOUNGBO

Agroéconomiste, Université d'Agriculture de Kétou, 05 BP 774 Cotonou (République du Bénin),
Tél. 67763722 / 95246102, E-mail : enomh2@yahoo.fr

Contexte

L'importance de l'agriculture pour le développement de l'Afrique en général et de l'Afrique de l'Ouest en particulier, est reconnue depuis des décennies. En témoignent les documents de politique continentale et régionale qui ont toujours souligné cette importance cardinale du secteur agricole pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'emploi, la réduction de la pauvreté et le développement de l'Afrique. Ainsi, le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) a été initié dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et adopté à Maputo (au Mozambique) en 2003. Par dérivation du PDDAA, la Politique agricole régionale de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAP) a été élaboré en 2005, avec pour objectif de « ... *contribuer de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires de la population, au développement économique et social et à la réduction de la pauvreté dans les États membres, ainsi que des inégalités entre les territoires, zones et pays* ». Le PDDAA a fixé pour objectifs aux Etats africains de relever la productivité agricole de 6 % par an et de porter les efforts budgétaires consacrés par ces Etats à l'agriculture à au moins 10 % de leur budget.

Malheureusement, les fruits ne tiennent pas encore la promesse des fleurs. La preuve est que près de 33 pour cent de la population d'Afrique subsaharienne, soit environ 200 millions de personnes, sont sous-alimentées, dont 60 pour cent dans des pays en conflit (Kidane et al., 2006). La région reste, dans l'ensemble, fréquemment exposée à la famine et aux crises alimentaires, facilement déclenchées par la moindre sécheresse, inondation, invasion de ravageurs, récession économique ou situations de conflit. L'Afrique subsaharienne est la seule région du monde où l'on prévoit une aggravation du problème de la faim au cours des vingt prochaines années si des mesures radicales ne sont pas prises pour instaurer la paix, améliorer la gouvernance et parvenir au développement économique nécessaire pour inverser la tendance actuelle. Dans le même temps, à ce jour, on peut dire globalement que les gouvernements africains n'ont pas encore réussi à satisfaire les exigences du PDDAA, même si les pays comme le Niger, le Mali, le Sénégal, le Malawi, l'Ethiopie et le Burkina Faso ont pu franchir le seuil de 10 %. Les pays africains ont augmenté en moyenne leurs dépenses d'un taux moyen de 8,5 % par an sur la période 2003-2010, soit de 10,1 milliards de dollars par pays en 2003 à 16,9 milliards en moyenne en 2010. Sur cette période, la part consacrée aux dépenses publiques agricoles pour toute l'Afrique a augmenté de près de 0,39 milliard de dollars en moyenne par pays en 2003 à 0,66 milliard de dollars en 2010 (Benin & Yu, 2013).

Cet état des lieux inspire trois actions principales.

1- Amélioration de la gouvernance régionale pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition en Afrique de l'Ouest

A ce sujet, j'avais publié en 2014 un article sur le blog de la Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM) ; article accessible en ligne:

2- Renforcement des investissements dans l'agriculture, avec une bonne implication des ANE à travers une plateforme opérationnelle

Les défaillances connues dans le respect des engagements et la mise en œuvre des programmes de développement agricoles appellent la nécessité de changer la manière d'agir. A cet effet, il semble plus opportun que les Etats ouest africains prennent désormais des engagements plus sérieux, notamment à travers l'élaboration et le vote de Lois d'orientation agricole (LOA). Celles-ci auront plus de pouvoir de coercition et pour s'imposer aux gouvernants que les simples déclarations et engagements pris à ce jour. Certains pays disposent déjà d'une Loi d'orientation agricole. C'est le cas du Sénégal et du Mali. L'espoir de développement est plus permis dans ces pays. Dans la dynamique de mise en place des LOA, les Organisations de la société civile (OSC) auront un rôle primordial ; celui de plaider et de lobbying pour la mise en route et l'achèvement du processus de mise place des LOA et celui de veille citoyenne pour leur mise en œuvre. Cette veille citoyenne pourrait être appuyée par une plateforme multi-acteurs formelle aux fins d'une bonne coordination des actions et d'une approche holistique de résolution des problèmes qui se posent au secteur agricole ouest africain. Cette plateforme pourrait réunir notamment, les producteurs agricoles, les transformateurs de produits agricoles, les acteurs de la commercialisation des produits agricoles et agroalimentaires, les Partenaires techniques et financiers (PTF) intéressés aux questions agricoles en Afrique de l'Ouest. Cette plateforme pourra entre autres traiter des questions des institutions de financement agricole en Afrique de l'Ouest et de l'accessibilité du Nigeria et du Ghana pour l'intensification du commerce intra-régional en Afrique de l'Ouest.

3- Affectation judicieuse des investissements pour induire et accélérer la transition agricole en Afrique de l'Ouest

Ce serait une erreur aujourd'hui d'orienter prioritairement les ressources nécessaires au relèvement de la part des dépenses publiques dans l'agriculture vers les tâches administratives du secteur agricole. La priorité doit être que des investissements conséquents soient déployés pour l'aménagement foncier, la construction de pistes de desserte rurale, la recherche agricole et surtout la sécurité sociale des producteurs (assurance récolte, assurance aléas climatiques, assurance santé).

Références bibliographiques

Benin, S. & Yu, B. (2013): *Complying the Maputo Declaration Target: Trends in public agricultural expenditures and implications for pursuit of optimal allocation of public agricultural spending*. ReSAKSS Annual Trends and Outlook Report 2012. Washington: International Food Policy Research Institute (IFPRI), 96 p.

Kidane, W., Maetz, M. & Dardel, P. (2006) : *Sécurité alimentaire et développement agricole en Afrique subsaharienne*, Dossier pour l'accroissement des soutiens publics, Rapport principal, Rome : FAO, 127 p.